

Forum du Parti Socialiste

Groupe de travail « Au-delà de la société des individus : personnalisme et socialisme »

1. La raison d'être du groupe de travail : une réflexion ouverte sur l'identité socialiste au XXI^e siècle

Avec la création du Forum, le Parti Socialiste veut promouvoir la culture du débat, en son sein et autour de lui. Le débat sur l'identité socialiste s'inscrit tout naturellement au programme. Que veut dire être socialiste au XXI^e siècle ? Quel est le modèle sociétal envisagé et souhaité par les socialistes aujourd'hui ? Comment construire et concrétiser un nouveau paradigme ?

Nombreuses ont été les victoires engrangées par les socialistes. Depuis plus de 120 ans en Belgique, en Europe et partout dans le monde, les socialistes ont obtenu des avancées essentielles, tant sociales qu'économiques, culturelles et éthiques. Elles ont largement contribué à améliorer la qualité de vie des citoyens.

Ces victoires, si nombreuses soient-elles, demeurent néanmoins insuffisantes. Les inégalités de tous ordres existent encore ; de nouvelles injustices voient le jour en permanence. Elles exigent, de la part des socialistes, l'apport d'une vision politique à long terme sans cesse renouvelée. Le socialisme porte et portera encore longtemps une valeur clé : l'égalité. L'égalité demeure un objectif à conquérir en permanence.

Dans ce contexte, une question provocante pourrait ouvrir le débat : quel projet spécifique offre le PS ? En d'autres termes, que représente l'alternative du socialisme, face au capitalisme apparemment triomphant ?

L'enjeu de cette question dépasse la seule Belgique. Il se situe au plan supranational, voire mondial pour certaines de ses implications, où dominant la globalisation de l'économie et la pensée unique du libéralisme. Comme conception de la société, le socialisme offre-t-il un nouveau paradigme qui soit aussi un contre-modèle attractif pour les hommes et les femmes de tous les pays ? Dans nos contrées, où il est né, contribue-t-il à doter l'Europe d'une identité forte, capable notamment de s'opposer au libéralisme nord-américain ? En Belgique, le socialisme offre-t-il un rempart solide contre le repli identitaire ?

2. Un point de départ : le rejet du capitalisme débridé

Actuellement, le capitalisme, de quelque nature qu'il soit (et en particulier le capitalisme financier), exaspère et suscite le rejet d'un nombre sans cesse croissant de citoyens.

De ce constat se dégage la nécessité de faire converger les capacités et les idéaux progressistes, capables de construire un projet rassemblant femmes et hommes d'horizons multiples et s'engageant sur des valeurs communes.

Nous sommes certes des individus, mais nous avons mieux à faire en devenant des personnes. L'individu tient à notre nature, tandis que la personne se situe du côté de la culture qui se construit entre nous. Nous ne naissons pas libres et égaux, nous avons à le devenir les

uns par les autres. Nous ne venons pas au monde comme des humains achevés, mais nous pouvons croître vers notre humanité en nous créant par les relations que nous nouons.

3. Trois piliers pour nourrir la réflexion : le dépassement de l'individualisme marchand, la refondation de l'Etat ainsi que l'alliance avec les mouvements sociaux et les associations

En Europe, le « modèle rhénan », basé sur « l'économie sociale de marché », est soumis à de fortes pressions. Si certains souhaitent le voir évoluer vers le modèle américain, d'autres l'érigent en contre-modèle du capitalisme américain. D'aucuns estiment cependant qu'il ne représente pas, à ce stade, une alternative crédible à la globalisation néolibérale. Il se contente de corriger de l'extérieur le fonctionnement du marché, à la périphérie du système capitaliste.

Ce modèle n'introduit pas dans le système capitaliste la dimension éthique qui lui manque. Le social se greffe sur l'économique mais il ne le pénètre pas. Certes, on gagne son pain mais beaucoup ont le sentiment de perdre leur vie. Nous n'avons pas que des déficits budgétaires à combler. Dans l'économie, le déficit du sens est un gouffre sans fond. Quelles sont les finalités de nos productions et de nos consommations ? Paradoxalement, ce système est appelé « économie politique » alors qu'une dimension essentielle de la politique en est absente : l'éthique, le souci de la justice sociale et la lutte contre les inégalités.

Il faut sortir de la vision d'une société réduite aux individus et aux structures, héritée de la modernité rationaliste. Le socialisme ne table pas seulement sur l'organisation rationnelle de la société qui assure plus de *bien-être* au plus grand nombre, comme dans l'utilitarisme libéral. Le socialisme s'inscrit dans la perspective éthique d'un *être-plus* pour tous, dont il faut penser les exigences aux points de vue économique, social, culturel et politique.

Rejeter la « société de marché », c'est moins combattre le marché, en tant que mécanisme ou procédure, que lutter contre l'individualisme marchand qui l'inspire depuis les origines du capitalisme. Pour celui-ci, les hommes seraient guidés par leurs seuls intérêts, en tant qu'individus. La *solidarité* et la *socialité*, et osons le dire, la *fraternité*, méritent d'être repensées, au-delà de la soi-disant domination des intérêts individuels. Le socialisme porte la solidarité responsable et la fraternité en acte, qui s'attaquent aux bases utilitaristes de la pensée libérale. L'individualisme marchand qui caractérise cette dernière pensée occulte la vocation de l'homme en tant qu'être social. Il s'agit pour celui-ci de dépasser les limites de l'individualisme qui se manifeste en chacun de nous, comme une donnée naturelle. N'est-ce pas la reconnaissance de cette dimension sociale de l'être humain, comme appel au dépassement de l'individualisme, qui fonde le socialisme ?

Au coeur de celui-ci et de son identité dans l'histoire, l'Etat joue un rôle majeur dans l'édification d'un ordre social égalitaire. Il est apparu comme l'instrument essentiel de la construction de la société socialiste. Aujourd'hui, face aux assauts du libéralisme et du conservatisme, il faut refonder l'Etat à tous les niveaux de la société : du local au mondial, en passant par les étages intermédiaires (les régions, les Etats, l'Europe qui se construit). La voie d'une telle refondation pourrait être résumée dans cette formule : « substituer à l'Etat de Hobbes, l'Etat de Lévinas ». Pour le philosophe anglais Hobbes (1588-1679), « l'homme est un loup pour l'homme ». Le rôle de l'Etat consiste à limiter les débordements des individus, en lutte les uns avec les autres, afin d'assurer l'ordre dont a besoin le marché pour se

développer. Cet affrontement généralisé, c'est le spectacle que donne aujourd'hui la guerre économique mondiale.

Mais l'Etat de Hobbes demeure étranger aux hommes qu'il surplombe et régent de haut de son autorité. A l'opposé, une autre conception de l'Etat s'affirme. Elle repose sur ce que le philosophe Miguel Abensour appelle « l'extravagante hypothèse ». Il vise ainsi l'interprétation radicalement nouvelle que propose Emmanuel Lévinas (1906-1995), philosophe français, juif né en Lituanie, auteur de « l'humanisme des Visages ». Pour ce philosophe, l'Etat ne s'interpose pas entre les individus mus par la violence, comme dans le modèle de Hobbes. L'Etat veille à ce que l'exigence éthique de la responsabilité pour autrui ne s'arrête pas à ceux qui nous sont proches, mais qu'elle soit étendue vers les hommes plus lointains, jusqu'à l'horizon de l'humanité entière. L'Etat est le gardien de la justice, donc du social, qui sont à réaliser en l'homme et entre les hommes. L'objectif est de refonder l'Etat de manière à valoriser l'exigence d'une organisation démocratique de la société, dans un contexte de diversité culturelle et de pluralité d'opinions.

Comme l'écrit Jean-François Rey, commentant l'œuvre de Lévinas, « L'Etat n'est pas le Léviathan décrit par Hobbes. Il ne procède pas d'une guerre de tous contre tous. C'est réaffirmé ici : l'Etat a lui-même un visage et des amis. » Ce penseur rejoint ainsi le propos tenu par Marc Sangnier, au début du siècle passé, qui disait de l'Etat « qu'il est la promesse de liberté pour tous et l'union de tous pour assurer à ceux dont on a la charge directe, et à tous les moins favorisés, une condition de dignité ».

Nous pourrions dire demain : « L'Etat, c'est nous ! »

Cependant, l'Etat ne doit pas être refondé comme s'il était l'unique gardien du social. L'expérience du communisme stalinien a montré que la solidarité dépérit quand elle devient un monopole d'Etat. La solidarité doit respirer dans la société. La solidarité longue se nourrit des solidarités courtes, organisées à la base, dans les lieux de vie et les associations de proximité. Au « monostatisme » d'un socialisme autoritaire, succède le pluralisme d'un socialisme associatif et participatif. Celui-ci reconnaît la contribution des mouvements sociaux et des associations à l'humanisation de la société. Aujourd'hui, le socialisme associatif et participatif conduit à s'interroger : ne faut-il pas repenser les relations entre l'Etat et les citoyens, au regard de ce qui se pratique dans les associations, animées par les valeurs d'égalité, de solidarité et de fraternité ? Une telle vision renverserait complètement l'Etat-Léviathan de Hobbes.

4. L'identité du socialisme, inséparable de la question de l'homme ?

Le siècle qui s'est achevé a été marqué par trois grands impersonnalismes : l'impersonnalisme du marché sans l'exigence éthique, parce qu'indifférent au social, l'impersonnalisme d'une bureaucratie aveugle face au visage des hommes et l'impersonnalisme des racismes et des nationalismes.

Débattre de l'identité socialiste, c'est s'interroger plus que jamais sur la manière de combattre ces trois fléaux, toujours à l'oeuvre. Une des leçons du XX^e siècle est qu'on ne peut construire un monde parfait en niant les hommes concrets. Non pas pour en rester à la vision pessimiste de l'individualisme libéral, celle d'un « homme unidimensionnel » selon le philosophe Herbert Marcuse (1898-1979), un des représentants de l'Ecole de Francfort. Au contraire, pour dépasser notre condition d'individus, nous devons revenir à la question de

l'homme : « que devons-nous faire, personnellement et collectivement, pour être des humains ? ». Erich Fromm (1900-1980), un autre représentant de l'École de Francfort, a montré que cette préoccupation essentielle était au cœur de la pensée de Marx, comme cela apparaît clairement dans les écrits de jeunesse de l'auteur du *Capital*. Fromm montre combien l'aliénation de l'homme par lui-même (c'est nous qui soulignons) peut être funeste, contribuant tant à le « chosifier » qu'à l'atomiser, mais il signale aussi les chances qu'il a d'en triompher. L'utopie se réalise si l'être humain a accès aux forces intérieures qui favorisent sa croissance.

Cette perspective d'une transformation qui touche l'extériorité (la société) aussi bien que l'intériorité de l'homme rejoint celle du personnalisme. Celui-ci représente une variété d'humanisme qui privilégie chez l'homme sa dimension relationnelle et sociale, c'est-à-dire sa capacité (imparfaite) et son désir (infini) de « reliance », une notion chère au sociologue Marcel Bolle De Bal, favorable à un personnalisme pluraliste. Ce néo-personnalisme puise son inspiration notamment chez Emmanuel Lévinas, déjà cité, Martin Buber (1878-1963) et Emmanuel Mounier (1905-1950), le fondateur de la revue *Esprit*.

Ainsi que l'évoque le livre de Pierre Pierrard, *Anthologie de l'humanisme laïque – de Jules Michelet à Léon Blum*, la pensée s'oriente vers une version laïcisée de la religion, à savoir « la religion de l'homme » (l'expression est de Jean Guéhenno, évoqué dans ce livre). Le mot « religion » vient du verbe « religare » c'est-à-dire « lier à ». Il exprime l'exigence de lien, de relation, de « reliance ». Ce mot s'apparente aussi au verbe « religere », qui exprime le scrupule, en l'occurrence celui de l'homme qui se sait responsable des autres, en tant qu'être social, au-delà de l'individualisme qui marque sa condition naturelle.

En portant la double exigence de relation et de responsabilité, le socialisme se présente comme la pensée de l'humain.